

Conseil directeur  
Item 4

CL/191/4a)-R.1  
18 octobre 2012

## **RAPPORT DU PRESIDENT SUR SES ACTIVITES DEPUIS LA 190<sup>ème</sup> SESSION DU CONSEIL DIRECTEUR**

Durant les six derniers mois, j'ai conduit un certain nombre d'activités pour guider et représenter l'Union interparlementaire, tant en réponse aux défis institutionnels et politiques que l'Organisation doit relever qu'en raison des obligations qui découlent de ma fonction de président de l'UIP.

Tout au long de cette période, j'ai été en contact étroit avec le Secrétaire général et lui ai donné des indications sur un certain nombre de dossiers politiques que notre Organisation doit traiter. Ensemble, nous avons suivi de près l'évolution de la situation dans plusieurs pays affrontant des changements de grande ampleur.

Plus précisément, quelques semaines après que la 126<sup>ème</sup> Assemblée de l'UIP eut conclu ses travaux à Kampala, j'ai eu le grand plaisir de prononcer un discours à la session de haut niveau de la CNUCED XIII qui se tenait à Doha, au Qatar. J'y ai salué le rôle essentiel joué par la CNUCED en tant qu'institution fondée sur le savoir qui a pour mission de promouvoir une mondialisation axée sur le développement. Cette réunion a été pour moi l'occasion de m'entretenir avec de nombreux collègues parlementaires, dont le Président du Conseil consultatif du Qatar.

A la fin du mois de mai, je me suis rendu à New York pour prendre part au débat de l'Assemblée générale sur l'interaction entre l'Organisation des Nations Unies, les parlements et l'UIP. Dans mon discours, j'ai souligné que la relation entre l'ONU et l'UIP était une relation qui n'était pas à sens unique et qui était bénéfique pour les deux institutions. Certes, il nous reste encore beaucoup de travail à faire mais je crois que cette relation repose sur des bases solides et qu'elle va en se renforçant.

Le débat à l'Assemblée générale des Nations Unies du 29 mai s'est conclu par l'adoption d'une résolution parrainée par 86 Etats membres. Ce texte marque une étape importante dans l'initiative visant à rendre la prise de décision au niveau mondial plus transparente. Il renforce nos engagements antérieurs et plaide pour un partenariat plus solide encore entre l'ONU, l'UIP et les parlements nationaux autour des grands enjeux mondiaux que sont la paix, la démocratie, les droits de l'homme et le développement.

Durant mon passage à New York, j'ai eu l'occasion de rencontrer le Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon, et un certain nombre de hauts responsables dont les Présidents des Groupes géopolitiques, et des directeurs généraux des institutions de cette organisation.

Parallèlement, j'ai eu le privilège d'ouvrir avec Madame Bachelet la réunion parlementaire sur thème *Emancipation des femmes rurales : le rôle des parlements*, tenue en marge de la session de la Commission de la condition de la femme de l'ONU.

A la fin août, j'ai piloté les travaux d'une session extraordinaire du Comité exécutif au Siège de l'UIP à Genève.

Le Comité avait pour mission première d'examiner le projet de programme et de budget pour 2013 et la situation financière de l'UIP. Son travail dans ce domaine a été considérablement facilité par le Sous-Comité des finances qui s'était réuni la veille et avait procédé à un examen approfondi du projet de programme et de budget, ainsi que des autres questions financières.

A la mi-septembre, je me suis rendu à Rome pour y prendre part à la Conférence mondiale sur l'e-Parlement. Dans ce forum, qui se tient tous les deux ans, on réfléchit à la manière d'utiliser les technologies de l'information et de la communication pour faire progresser la représentativité, la transparence, la responsabilité, l'ouverture et l'efficacité dans cet environnement complexe qu'est le Parlement.

Le dernier jour de la Conférence, le 15 septembre, coïncidait avec la Journée internationale de la démocratie. J'en ai profité pour célébrer la Journée internationale en m'adressant aux parlementaires présents à la Conférence. J'ai souligné la nécessité de veiller à ce que la démocratie et ses institutions soient véritablement inclusives et qu'elles soient en mesure de résoudre les problèmes d'aujourd'hui à travers le dialogue. Je crois fermement que nous, parlementaires, devons dialoguer avec nos électeurs afin de faire vivre la démocratie et de l'humaniser. C'est ainsi que les problèmes sont résolus – par la voie démocratique.

Plus tard, au mois de septembre, j'ai assisté à la Conférence européenne des Présidents de Parlement à Strasbourg. J'y ai prononcé un discours dans lequel j'ai abordé la question

suivante : la démocratie représentative est-elle en crise ? J'y ai émis l'idée que si les parlements savent s'adapter en permanence à un paysage politique en constante évolution, s'ils savent forger des liens plus étroits avec les citoyens et s'ils respectent les normes les plus élevées d'intégrité dans l'exercice de leur mandat, alors, la démocratie représentative ne sera pas en crise.

Cette conférence a été en outre une occasion idéale pour appeler l'attention des délégués sur l'enquête mondiale de grande envergure qui avait abouti à la publication, un peu plus tôt dans l'année, du *Rapport parlementaire mondial*.

La septième Réunion des Présidentes de parlement s'est tenue au début du mois d'octobre à New Delhi. J'ai eu le plaisir d'ouvrir cette réunion accueillie très chaleureusement par le Parlement indien. Cette participation m'a renforcé dans ma conviction que les réunions annuelles qui rassemblent les Présidentes de parlement pour débattre de questions cruciales dans leurs agendas nationaux et internationaux sont très utiles. La réunion de New Delhi portait sur la sensibilisation des parlements aux questions de genre.

Sur le trajet du retour, j'ai fait halte pendant deux jours à Bakou, en Azerbaïdjan, où j'ai eu de nombreux entretiens avec les Parlementaires présents et d'autres membres éminents du monde culturel, scientifique et politique.